



EXTRÊME DROITE

Autoritaire et passiste : enquête sur le député qui a dicté le programme « éducation » du RN

En cas de victoire de l'extrême droite, Roger Chudeau est donné ministrable. Depuis sa terre d'élection en Sologne, véritable laboratoire de la fusion des droites, cet ancien conseiller de François Fillon a préparé un projet « assimilationniste » et de tri social. Qui va au-delà des annonces de Jordan Bardella.

Mathilde Mathieu - 25 juin 2024 à 15h28

Roger Chudeau a une obsession : remettre des frises chronologiques dans toutes les classes. La première date qui lui vient ? « *Marignan, 1515* ». Soit un épisode ayant servi à glorifier *ad nauseam* l'histoire guerrière de la France. S'il devenait ministre, à 74 ans, ce concepteur des programmes « éducation » de Marine Le Pen puis Jordan Bardella, élu député Rassemblement national (RN) en 2022, en ferait l'une de ses premières mesures pour l'école.

Son nom ne cesse en effet de revenir, en cas de gouvernement d'extrême droite, pour la Rue de Grenelle. Il faut dire qu'au RN, cet agrégé d'allemand, ancien proviseur puis inspecteur général, est le seul à connaître la maison comme sa poche, pour avoir servi dans plusieurs cabinets ministériels de droite : d'abord au sein du gouvernement de Villepin, puis à Matignon auprès de François Fillon, dont il a fait la campagne présidentielle de 2017.

Si Roger Chudeau se plaît toujours à revendiquer sa « *sensibilité gaulliste* » et « *sociale* », ce souverainiste écœuré par la défaite de son champion a basculé en réalité, dès 2018, chez Marion Maréchal, qui l'a recruté au conseil scientifique de l'Issep, son institut d'études supérieures lyonnaises : « *Une très belle maison, louait récemment Roger Chudeau. Pleine de patriotes, très enracinés [...], une sorte de Sciences Po comme on les*

rêverait, sans le wokisme ni le gauchisme. » Comme il en rêve pour toutes les écoles de France.

Alors que le projet du RN pour les législatives, dévoilé lundi 24 juin par Jordan Bardella, contient dix lignes à peine sur l'éducation, Mediapart a enquêté sur les ambitions programmatiques de ce ministre putatif ; ainsi que sur ses amitiés chez Les Républicains (LR), si emblématiques de cette tectonique des plaques souterraine des dernières années, qui a fini par déboucher, au lendemain de la dissolution, sur l'officialisation d'une alliance entre Jordan Bardella et Éric Ciotti (patron contesté de LR).

Mépris des syndicats

Parmi la dizaine d'ex-collègues interrogés par Mediapart (anciens recteurs, inspecteurs généraux, etc.), aucun n'a en mémoire un propos déplacé de Roger Chudeau. Comme haut fonctionnaire, l'homme savait se tenir et diffusait des idées simplement « *conservatrices* » – pas encore « *arriérées* », selon le terme qu'emploie aujourd'hui la socialiste Fatiha Keloua-Hachi, députée sortante qui l'a côtoyé, depuis 2022, au sein de la commission des affaires culturelles et de l'éducation. De ces souvenirs émerge toutefois une caractéristique : sa raideur.

« *C'était un grognard prêt à se battre sur demande du ministre* », glisse un ancien recteur. « *Il a une idée très autoritariste de la relation hiérarchique* », se remémore un syndicaliste, de l'époque où Roger Chudeau occupait le poste de directeur de l'encadrement au ministère. « *Après une grève, il avait appliqué avec zèle des retenues sur salaire*, ajoute un autre, qui l'a pratiqué comme inspecteur d'académie. *Dans les instances où on siégeait, il a imposé une dureté inédite.* » Aujourd'hui, Roger Chudeau ne cache plus tout le mal qu'il pense du paritarisme : si la droite a échoué en matière d'éducation, c'est qu'elle s'est « *couchée devant les syndicats* ».

À l'Assemblée nationale, lors d'une audition en septembre 2023, il a provoqué le départ outré de toutes les organisations représentatives. « *Nos hôtes [syndicalistes] n'ont pas compris où ils sont et à qui ils*

s'adressent ! », s'est énervé le député, s'adressant autant à la FSU (classée à gauche) qu'au Snalc (plus à droite). « *Je voudrais que vous vous mettiez au niveau et que vous baissiez d'un ton !* »

Ancien « *cancre* » passé par les parachutistes à 18 ans, Roger Chudeau confiait récemment, dans la revue d'extrême droite *Causeur*, avoir « *pris goût* » comme proviseur « *à l'autorité et, pourquoi ne pas le dire, au commandement* ».

« Nous serons sans faiblesse. »

Roger Chudeau

Interrogé sur la récente tribune signée par des cadres de l'Éducation nationale prêt-es à « *désobéir* » à un ministre d'extrême droite en cas d'ordre illégal, Roger Chudeau s'est étranglé, lundi 24 juin, dans *Le Parisien* : « *C'est un scandale ! [...] S'il le faut, on leur rappellera leur devoir et ce sera vite fait.* »

Derrière les promesses du RN de « *revalorisation du métier* », d'augmentations salariales en début de carrière ou d'indéfectible soutien en cas d'agression, Roger Chudeau couve un projet précis pour imposer une « *neutralité pédagogique* » aux enseignantes et enseignants, qu'il juge « *idéologisés* ».

« *Si nous arrivons aux affaires, nous rétablirons [un fonctionnement des corps d'inspection] de manière à en faire non pas des policiers* », mais bel et bien « *des contrôleurs* », lâchait-il, fin 2023, dans un entretien accordé au média d'extrême droite Livre Noir.

Le RN compte au passage abroger le « *pacte enseignant* » de Gabriel Attal, qui prévoit, sur la base du volontariat, un bonus de rémunération en échange de remplacements. Roger Chudeau, lui, prône une obligation pure et simple : « *Nous serons sans faiblesse à ce sujet* », prévient-il dans *Les Échos*.

Une école « **assimilationniste** »

À l'Assemblée nationale, outre le dépôt de propositions pour le port de l'uniforme ou contre l'écriture inclusive, Roger Chudeau s'est plu à créer une association de parlementaires « *antiwokes* », hostile aux revendications des personnes trans notamment (« *Vous pouvez dire : "Je*

suis une girafe », on est chez les fous ! »).

Mais, au-delà, il a su profiter à plein de la banalisation du RN, au point d'accéder à la présidence d'une mission d'information sur « *l'éducation prioritaire* ». Un joujou en or. En tandem avec une rapporteuse Renaissance, il a pu auditionner des dizaines de personnes. Et développer, dans sa contribution finale, une vision stigmatisante des établissements classés REP+ (réseaux d'éducation prioritaire renforcée) : « *L'enjeu n'[y] est autre que l'assimilation à la République.* » À ses yeux, celle-ci suppose non seulement l'acquisition de « *valeurs* », mais aussi « *l'adoption [...] de modes de vie [sic] caractéristiques de la République française* ».

Dans son interview à Livre Noir, le député, qui a enseigné en Afrique et en outre-mer dix ans durant, parlait plus cru encore : « *L'islam radical est en train de prendre le pouvoir petit à petit dans des centaines d'établissements* », « *où on ne peut enseigner ni la Shoah ni le plan d'une cathédrale, ni les croisades, ni parler de Chrétien de Troyes, ni passer un morceau de musique, [...] ni manger un sandwich au jambon pendant le ramadan* ».

Dans sa circonscription du Loir-et-Cher, des syndicalistes s'étonnent qu'il ne soit jamais venu visiter, en deux ans, l'unique collège classé REP+, mais qu'importe. Sans « *mesures radicales pour mettre fin à cela, il y aura bientôt une école de type arabo-musulman avec des petits bouts de charia* ».

Par conséquent, il faut bien sûr interdire le port du voile aux mères accompagnant des sorties scolaires (malgré les risques de censure du Conseil constitutionnel). Mais aussi soumettre les REP+ (20 % des établissements d'éducation prioritaire) à un régime spécial. En façade, le discours est rodé : le RN promet d'y dédoubler davantage de classes, jusqu'aux petites sections de maternelle.

Concrètement, les 80 % d'établissements classés REP « *simples* » sortiraient de l'éducation prioritaire pour faciliter un redéploiement des moyens. Surtout, ces élèves seraient sans doute les premiers menacés par les règles de bannissement inédites évoquées lundi par Jordan Bardella.

« S'ils arrivent au pouvoir, il y aura un boom des exclusions, sur une base potentiellement discriminatoire. »

Un ancien haut fonctionnaire

Le patron du RN a en effet promis la création de « centres spécialisés pour les élèves perturbateurs ou harceleurs ». Or, il ne faut pas s'y tromper : il s'agit en fait du dispositif imaginé par Roger Chudeau dans une proposition de loi déposée en avril, qui vise à « exclure définitivement des établissements ordinaires les élèves convaincus de menées islamistes ».

Un décret semble tout prêt, qui prévoit que les enfants déjà exclus deux fois de leur école ou collège, « en raison d'atteintes répétées à la laïcité », comparaitraient devant un « conseil de discipline » d'un nouveau genre, présidé par le recteur. Celui-ci aurait le pouvoir exorbitant de les assigner définitivement, dès 11 ans, dans un « centre de réinsertion », où ils seraient bloqués jusqu'à leurs 16 ans. Sans possibilité de retour ni d'autre horizon qu'une « formation professionnelle ».

« S'ils arrivent au pouvoir, je ne dis pas qu'il y aura des charters – même si je ne suis pas loin de le penser. Mais il y aura un boom des exclusions, sur une base potentiellement discriminatoire », s'alarme un ancien cadre de l'Éducation nationale, signataire de « l'appel à désobéir » paru la semaine dernière.

« La loi autorise un agent public à ne pas suivre les instructions de son supérieur hiérarchique, non seulement quand l'ordre est manifestement illégal, mais aussi quand il est de nature à compromettre gravement un intérêt public », rappelle l'un des initiateurs de la tribune, Jean-Charles Ringard. Si le RN reprend en main les programmes « et qu'ils sont écrits à rebours des connaissances scientifiques, par exemple sur Pétain ou la guerre d'Algérie, on pourra estimer qu'il y a un risque de compromettre l'intérêt public. Certains prendront alors leurs responsabilités », veut croire cet inspecteur général en retraite.

Un projet de tri social

Jordan Bardella a aussi annoncé lundi qu'il voulait « remplacer le collège unique par un collège modulaire », afin « d'orienter plus tôt » vers les filières

professionnelles. « Dès la quatrième », pour certains, « les cours seront adaptés ». Si l'on en croit Roger Chudeau, le tri démarrerait même plus tôt.

Au Monde, il confirme en effet la mise en place d'un examen avant l'entrée au collège. « À l'issue du CM2, il y aura un examen de passage en sixième, passé par tout le monde à la même heure, comme le bac. Vlam ! », expliquait-il déjà fin 2023, dans Livre Noir. « Ceux qui n'y arriveront pas redoubleront. » Puis une fois « trop âgés », « ils passeront dans une sixième d'adaptation ».

La violence de ce système de distillation sociale effraie d'autant moins Roger Chudeau qu'il a une vision bien à lui des classes populaires : « Les familles qui sont attentives à l'éducation de leurs enfants » et « les préparent à devenir de bons élèves [...] appartiennent probablement au quart supérieur en termes de catégories socioprofessionnelles ».

Au collège, des groupes de niveau seraient mis en place « dans chaque matière », poussant à son paroxysme la logique des réformes lancées par Gabriel Attal. Le brevet, enfin, se transformerait en « examen d'entrée » au lycée : « En fonction des notes, on va en seconde de telle ou telle catégorie », générale ou professionnelle. Soit une orientation totalement subie.

Base identitaire en Sologne

S'il disserte beaucoup d'éducation au niveau national, Roger Chudeau s'est fait d'une discrétion extrême dans sa circonscription du Loir-et-Cher, où il se représente. « Pas de bilan, pas de casserole », se marrerait presque Nils Aucante, son adversaire aux législatives des 30 juin et 7 juillet, étiqueté Horizons (le parti d'Édouard Philippe). « On a été frappés par pas mal de fermetures de classes, indique Guillaume Giot, maire de Neung-sur-Beuvron (sans étiquette). Mais on ne l'a pas vu, pas entendu. » Alors même que le RN promet « un moratoire » sur les suppressions de classes en milieu rural.

Roger Chudeau s'y est surtout construit un réseau politique, sur les terres d'un jeune militant LR rencontré en 2017 dans l'équipe de François Fillon, Alexandre Avril. Ce conseiller régional de 32 ans vient tout juste de prendre la lumière en devenant porte-parole d'Éric Ciotti

et des conjurés de son « Rassemblement des droites », et se voit depuis propulsé sur toutes les antennes de Bolloré.

En 2017, Alexandre Avril n'en était pas encore là. Alors étoile montante de LR dans le Loir-et-Cher, ce normalien et diplômé de HEC a aidé Roger Chudeau, fana de chasse, à s'implanter en Sologne. Entre ce passionné de Nietzsche et l'agrégé d'allemand, la sauce a pris – « *C'est un ami personnel* », dit aujourd'hui Roger Chudeau. Ce dernier s'est ainsi retrouvé, en 2022, candidat aux législatives dans une circonscription confortable, détenue jusque-là par Guillaume Peltier (qui venait de rallier Éric Zemmour). Et il l'a emporté face à une macroniste aujourd'hui convaincue qu'un groupe d'élus LR a apporté, en coulisses, son soutien au RN.

Sèchement éliminé dès le premier tour, le candidat officiel de LR n'a pas digéré non plus l'épisode. Depuis, il refuse, comme maire de Lamotte-Beuvron, de serrer la main à Roger Chudeau, et de l'inviter à la moindre cérémonie officielle. En mai dernier, il a aussi traité Alexandre Avril de « *freluquet d'extrême droite caché sous une étiquette républicaine* ».

« Un laboratoire de l'ouverture d'esprit et du pluralisme. »

Alexandre Avril, maire de Salbris, à propos de sa ville

Roger Chudeau et Alexandre Avril, en effet, donnent le sentiment d'avoir théorisé et mis en œuvre, dans leur coin et en sous-main, la fusion des droites avant l'heure. En 2022, le premier a installé sa permanence parlementaire à Salbris, petite ville dont le second est maire. Encore officiellement chez LR, le jeune élu avait assisté, tout sourire, à l'inauguration du local du septuagénaire.

En mai dernier, c'est main dans la main qu'ils ont suggéré au préfet de transférer le centre d'accueil pour

les demandeurs et demandeuses d'asile (Cada) de Salbris vers la commune voisine de Lamotte-Beuvron. « *Par souci d'équité territoriale* », bien sûr. Et sans doute pour « préserver » le laboratoire identitaire que Salbris est en train de devenir.

Car la nouvelle physionomie « politique » de ce bourg de 5 000 habitant·es est à peine croyable. À 200 mètres du local de campagne de Roger Chudeau, Alexandre Avril a ouvert une librairie avec sa femme, qui signe, depuis quelques mois, des articles dans *Le Journal du dimanche* (propriété de Vincent Bolloré). L'éditorialiste d'extrême droite Mathieu Bock-Côté, habitué de CNews, y a tenu conférence entre deux rayons.

À cette même adresse, une personnalité connue des milieux radicaux a aussi installé son atelier de reliure : Anne-Laure Blanc, fille de l'ancien Waffen-SS Robert Blanc, mariée à l'un des idéologues du Front national, Jean-Yves Le Gallou. À deux pas, c'est la sœur de Charlotte d'Ornellas (la journaliste d'extrême droite abonnée aux antennes de Bolloré) qui a posé ses cartons, pour y restaurer des livres.

« *Un laboratoire de l'ouverture d'esprit et du pluralisme* », nous répond, sans rire, Alexandre Avril. Un écosystème, en tout cas, qui ne devrait pas manquer de favoriser la réélection de Roger Chudeau.

Mathilde Mathieu

Si vous avez des informations sur les extrêmes droites à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse extremedroite@mediapart.fr.

Boîte noire

Sollicité, Roger Chudeau n'a pas souhaité répondre à Mediapart.